

Déi Gréng contre le plan sectoriel GSM

Alors qu'ils réclament un plan sectoriel depuis 2000, Déi Gréng ne sont pas satisfaits du projet gouvernemental présenté en février dernier, le plan directeur sectoriel "stations de base pour réseaux publics de communication mobile" (voir woxx no 681). Lors d'une conférence de presse lundi, ils ont exprimé le regret que le projet se limite à mettre fin à l'impasse juridique actuelle, où les stations peuvent facilement être refusées par les communes. Par contre, le plan sectoriel ne prévoit rien pour garantir la protection de la santé. Il est vrai que les normes d'émission, appliquées dans le cadre de l'autorisation commodo, sont les plus strictes d'Europe. Déi Gréng demandent que de son côté le plan sectoriel définisse des zones sensibles, autour des écoles et des hôpitaux par exemple. Ils critiquent aussi qu'en déclarant les antennes d'utilité publique, rendant ainsi leur autorisation quasiment obligatoire, le gouvernement empiète sur l'autonomie communale. Or il s'agit d'un "plan sans plan", écrivent Déi Gréng: le projet gouvernemental ne prévoit aucune planification géographique pour organiser l'utilisation rationnelle du territoire. C'est pourquoi ils appellent les communes à rejeter le plan sectoriel qu'elles doivent aviser jusqu'au 15 août.

"Moca Crème" statt "Magny Doré"

Noch immer steht es ziemlich nackt da, das "Musée d'Art moderne Grand-Duc Jean" auf Kirchberg, im Volksmund auch Pei-Museum genannt. Ein sich mittlerweile über Jahre hinziehender Streit um das richtige Steinkleid für den vom sino-amerikanischen Stararchitekten Ieoh Ming Pei entworfenen Kulturtempel hatte bislang verhindert die Außenfassade fertig zu stellen. Eine Mitbewerberin um den lukrativen Auftrag, die Firma Tracol, sah sich unlauteren Bedingungen ausgesetzt, da der Architekt und das Bautenministerium eine bestimmte Steinart vorgeschrieben hatten, deren Existenz bis heute nicht ganz klar gestellt wurde. Der Verdacht der Baufirma, dass das Verschreiben einer speziellen Steinsorte sowie die abweisende Haltung der Betreiber des entsprechenden Steinbruchs - die selber liefern wollten -, die Tracol vom Wettbewerb ausschließen sollten, hat sich jetzt teilweise in einem Urteil seitens des Verwaltungsgerichtes bestätigt: Der Bauherr, der inzwischen sein Lastenheft entsprechend umgeschrieben hat, darf keinen speziellen Stein benennen, sondern nur die technischen Spezifikationen (Farbe, Gewicht, Belastbarkeit usw.). Demnach darf die Tracol jetzt den von ihr vorgeschlagenen portugiesischen Stein "Moca Crème" ins Rennen bringen. Da dieser bei gleicher Qualität wesentlich billiger sein soll als das von Pei erwünschte Konkurrenzprodukt "Magny Doré", sieht sich der Tracol-Geschäftsführer Fernand Zeutzius auf der Gewinnerseite: Es sei an der Zeit, dass das Bautenministerium sich endlich wieder dem öffentlichen Interesse zuwende und sich für die günstigere Variante entscheide.

Luxemburg erneut abgewatscht

Luxemburgs SchülerInnen schneiden auch bei einer neuen Auswertung der internationalen Schulleistungstudie Pisa miserabel ab. Bei den Lesekompetenzen rutschte Luxemburg auf den 33. Platz ab - hinter Russland und Bulgarien. Am Pisa-Schulvergleich 2000 hatten zunächst 32 Länder teilgenommen, dann aber hatte die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) elf weitere Länder neu aufgenommen. Bis auf Hongkong, das mit sehr guten Ergebnissen aufwarten kann, sind die Lesefertigkeiten insbesondere bei den lateinamerikanischen und den Balkan-Ländern sehr schwach ausgeprägt. Die Gründe hierfür dürften in den sozialen Umständen der durch Armut und Krieg gezeichneten Teilnehmerstaaten liegen. Die luxemburgische Bildungsmisere hingegen wird in dem Bericht als "extreme case" beschrieben, "due to its high per capita income".

UNIVERSITE DE LUXEMBOURG

Grand recteur devient petit rectorat

Relativement indulgent avec le projet "Université du Luxembourg", l'avis du Conseil d'Etat ouvre la voie à l'évacuation parlementaire. Avec quelques combats de dernière minute.

(roga) - Il était attendu avec stupeurs et tremblements par les milieux concernés: l'avis du Conseil d'Etat, dernier obstacle dans la course vers le trophée universitaire du Grand-Duché.

Mais qui avait craint, surtout après les conciliabules entre la Haute Corporation et l'exécutif sur les réticences constitutionnelles (cf. woxx 698), que l'avis allait grouiller de critiques et d'oppositions formelles, s'est vu déçu ou soulagé. Le Conseil d'Etat parle certes de "quelque irritation" et lance diverses pointes de critiques. Mais dans l'ensemble, ses suggestions restent raisonnables.

La plus sensée semble être celle de lâcher du lest du ballon "grand recteur-dictateur", en s'orientant plutôt vers un exécutif collégial composé du recteur, de ses trois vice-recteurs et d'un directeur administratif. Ainsi, selon la vision du Conseil d'Etat, les attributions réservées au recteur seul se limitent à des fonctions de présidence, de relations externes et de responsabilités juridiques, tandis que des décisions relatives à la politique générale de l'établissement, aux nominations et à la gestion courante seront prises par l'instance collégiale du rectorat.



Il n'en reste pas moins que cela ne change pas grand-chose aux libertés très restreintes des enseignant-e-s et des chercheur-e-s. Le Conseil d'Etat constate également qu'au sein du conseil universitaire, instance de consultation interne, les étudiant-e-s sont majoritaires: ceci semble effrayer sérieusement le conseil des sages.

Le Conseil critique encore la dispersion sur trois sites différents, l'absence d'une véritable fiche financière, qui permettrait d'estimer l'impact budgétaire à moyen terme ou encore le flou autour des futures relations entre les centres de recherche publics et l'université.

Ciel! Et le Luxembourg?

Il est désormais plus que probable que, lors de sa réunion du 7 juillet prochain, la commission parlementaire va évacuer le projet historique sans trop de discussion. La représentation du personnel académique (AECS) a encore lancé trois propositions de dernière minute, visant la mobilité obligatoire, la composition du conseil universitaire et des mesures transitoires pour l'IST. Nonobstant, les milieux concernés semblent s'accommoder

de ce triomphe de la ministre, qui s'est battue avec insistance pour ce projet. Un détail important reste cependant en suspens: si le nombre de centres interdisciplinaires reste limité à trois - en l'occurrence un par faculté -, alors force est de constater qu'un centre d'excellence consacré à l'identité luxembourgeoise fera défaut dans le paysage de la recherche luxembourgeoise. Le centre interdisciplinaire CIERI, que prépare Raymond Weber autour du point fort de l'intégration, couvre seulement une partie de ce vaste terrain de recherche. Pourtant, en juillet 2000, une motion des Verts, visant à structurer ce volet-clé pour la connaissance de l'identité luxembourgeoise et de la région, avait été accueillie avec enthousiasme par la ministre. La solution idéale serait celle de créer, à l'instar des centres de recherches publics (CRP), dédiés aux sciences naturelles et techniques, un CRP consacré à la recherche en sciences sociales. Cette issue étant peu réaliste, il serait néanmoins intelligent que, dans le cadre des structures de la future université, un centre d'excellence soit prévu pour la recherche sur le Luxembourg. Un groupe de chercheurs avait dès l'an 2000 proposé un "Centre interdisciplinaire d'études sur le Luxembourg", avec l'abrégé pittoresque de "Ciel". Il serait dommage si, sur la dernière ligne droite vers le paradis universitaire, l'on oublie son propre ciel. souhaitons produire des textes de loi simples et intelligibles." Mais les inquiétudes des critiques de la loi ne s'arrêtent pas à cette spécificité luxembourgeoise. "Fallait-il introduire des peines plus sévères que celles prévues par le droit commun, alors que cela risque de conduire à de graves abus?", interroge Serge Urbany. Lors des discussions dans la commission, les député-e-s ont reçu l'assurance que ces dispositions n'étaient pas dirigées contre les mouvements citoyens. Elles ne s'appliqueraient pas à des actions comme la manif contre une expulsion au Findel et le blocage des stations d'essence par Greenpeace, ni même à des destructions de cultures transgéniques à la manière de José Bové. Serge Urbany persiste: "Une fois la loi votée, nul ne sait jusqu'où on en abusera." Il est vrai que les amalgames, dénoncés par l'ONG Statawatch, entre protestataires et terroristes couramment faits au niveau européen ne sont guère rassurants. "Par delà l'aspect répressif, cette loi servira à justifier la surveillance des citoyens critiques par la police et le service secret. A la nébuleuse d'infractions correspond une nébuleuse d'enquêtes", rajoute le député. Face à la prochaine loi en la matière, celle sur le Service de renseignement, il espère une mobilisation plus effective de la société civile. "C'est notre liberté qui est menacée."

REPRESSION AU LUXEMBOURG

Le terrorisme est partout

La bataille autour du projet de loi anti-terroriste semble être perdue. Le texte qui sera soumis à la Chambre ouvre la porte à des abus.

(RK) - Avec la loi sur la répression du terrorisme qui doit être adoptée par la Chambre la semaine prochaine, toute personne commettant une infraction punissable d'un emprisonnement maximal de trois ans s'expose au risque d'être considérée comme terroriste. Cette loi, critiquée comme mettant en danger les libertés fondamentales, est la transposition d'une décision-cadre du Conseil européen prise à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

Dès sa présentation, le texte du projet de loi avait fait l'objet de critiques car il va plus loin que les exigences de la décision-cadre. Cette dernière énumère les infractions susceptibles d'être considérées comme terroristes: cela va de violences physiques graves jusqu'à la destruction massive d'infrastructures. De plus il faut qu'il y ait atteinte grave à un pays ou à un organisme international et que l'acte ait un objectif terroriste - intimider, déstabiliser ou faire du chantage. Le ministre de la Justice a repris telles quelles les deux dernières conditions, mais a "simplifié" la première: toute infraction "punissable d'un emprisonnement d'un maximum d'au moins deux ans ou d'une peine plus grave", pouvait-on lire dans la première mouture du projet de loi (voir woxx no 642). Cela correspond précisément - est-ce un hasard? - à la peine maximale prévue dans le projet de loi dit "Lex Greenpeace" ...

La commission juridique de la Chambre, inquiète que la notion d'acte terroriste ne trouve un champ d'application trop large, proposa de porter de deux à trois ans la durée d'emprisonnement nécessaire pour qu'une infraction puisse avoir un caractère terroriste. Le Conseil d'Etat, tout en partageant ces inquiétudes, se prononça contre cette proposition - le texte risquerait de ne plus couvrir toutes les infractions visées par la décision-cadre. Finalement, la commission a décidé, mercredi dernier, de passer outre, avec l'accord du ministre Luc Frieden: le seuil sera de trois ans.

Deux ou trois ans?

"C'était la concession nécessaire pour que la commission accepte que le texte soit soumis au vote", estime Serge Urbany, député de "Déi Lénk", interrogé par le woxx. "Lors des discussions, même des représentants de la majorité avaient un malaise par rapport à ce type de définition nébuleuse." Serge Urbany, soutenu par Renée Wagoner (Déi Gréng), avait demandé qu'on remplace le seuil des deux ou trois ans par une liste d'infractions correspondant à celle de la décision-cadre, comme l'ont fait les pays voisins. "Personne ne s'y serait retrouvé", explique Laurent Mosar (CSV), président de la commission. "Il aurait fallu énumérer mille et un paragraphes. Or nous

